



L'AUTOMNE SERA CHAUD

Le 21 octobre, les syndicats CSN de tout le Québec se sont réunis pour faire le point sur l'avancement des négociations et pour préparer les suites du plan d'action.

En négociation, aucun progrès n'a été réalisé depuis les dernières semaines. L'enjeu de la rémunération demeure complet. Le gouvernement maintient qu'il pourrait offrir 17,4 % sur cinq ans, comme cela a été négocié avec le Front commun du secteur public, à condition que nous acceptions des contreparties. Durant l'été, le comité de négociation a tenté de percer l'impasse. Cependant, les contreparties demandées par le gouvernement sont importantes, voire inapplicables. Pour cette raison, l'offre salariale formelle sur la table présentement est toujours de 12,7 % sur cinq ans.

De plus, notons que les propositions du gouvernement entraîneraient une baisse de rémunération des paramédics, jusqu'à 4 dollars l'heure dans certains cas.

- Le gouvernement estime que les paramédics sont présentement trop payés selon son évaluation de la valeur de l'emploi. Ainsi, il veut mettre fin à la bonification salariale introduite dans la dernière convention collective, estimant qu'elle n'a pas lieu d'être. Cela équivaldrait à une perte d'environ 2 dollars l'heure pour les paramédics. Rappelons que de notre côté, nous avons déposé une proposition de nouvelle échelle salariale qui viendrait établir une fois pour toutes un taux de salaire juste et équitable pour les paramédics.
- Le gouvernement veut mettre fin à la prime TUC, versée en guise de reconnaissance de la surcharge de travail, équivalant jusqu'à deux dollars l'heure, reçue par bon nombre de paramédics.

Depuis le 23 avril 2025, date à laquelle le gouvernement nous a présenté ses offres qui comportent des reculs et des demandes de contreparties, nous en sommes à 31 rencontres de négociation.

La prochaine séance aura lieu le 28 octobre et se tiendra en présence du conciliateur Éric Gagnon, qui vient d'être nommé par le ministère du Travail afin d'aider les parties à s'approcher d'un règlement.

Mobilisation : plus que jamais

Suivant ce rapport de négociation, un constat se dégage : plus de deux ans et demi après l'échéance de nos conventions collectives, le gouvernement ne prend toujours pas notre négociation au sérieux. Notre réponse doit être collec-

tive, réfléchie et stratégique. Nous entendons tout mettre en œuvre pour forcer le déblocage des pourparlers et permettre la conclusion d'une entente satisfaisante pour les paramédics d'ici la fin de l'année.

Il est convenu de viser plus particulièrement les député-es de la CAQ, les ministres et les personnes en poste décisionnel au Conseil du trésor, au MSSS et dans le réseau préhospitalier. Ces personnes ont commencé à sentir notre détermination et elles doivent comprendre que la trajectoire qu'elles privilégient actuellement nous amène droit dans le mur. Il faut renverser le fardeau de la responsabilité : si nous sommes en grève, c'est bien le gouvernement qui est déraisonnable. Qui accepterait une baisse de rémunération de 4 dollars l'heure en 2025 au lieu de convenir une fois pour toutes d'un juste salaire? Personne! Surtout pas les député-es qui se sont eux-mêmes octroyé une hausse de rémunération de plus de 37 % en deux ans!

Des actions de perturbations sont donc à prévoir un peu partout au Québec au cours des prochaines semaines. En même temps, nous déploierons quelques initiatives politiques visant à solidifier les appuis dans différents secteurs de la société québécoise afin d'illustrer qu'au-delà de nos conditions de travail, c'est l'avenir des soins préhospitalier qui est en jeu.

Le comité de mobilisation prépare également des actions d'envergure nationale, à déployer au moment opportun en fonction de l'évaluation du comité de négociation. Enfin, de nouveaux moyens de pression en milieu de travail sont présentement évalués par le comité de mobilisation. Pour des considérations stratégiques, nous ne détaillerons pas ici ces moyens potentiels.

Même si nous sommes encore loin d'une entente, il demeure que nos mobilisations plus musclées des dernières semaines ont démontré au gouvernement de la CAQ que les 3300 paramédics membres de syndicats CSN n'entendent pas se laisser faire! Le gouvernement devra bouger. Pour le bien de tout le secteur préhospitalier!